



LETTRE D'EUROPE
Le Soir

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lens publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Les Flamands ne sont pas les Catalans

Béatrice Delvaux
est éditorialiste en chef
au journal « Le Soir ».

Une déclaration unilatérale d'indépendance ? Les Belges francophones savent parfaitement de quoi il s'agit. Et pour cause, ils l'ont vécue en direct, en décembre 2006... Ce soir-là, leurs émissions télévisées sont interrompues. Flash spécial. Un journaliste de la télévision publique francophone est en direct devant le Parlement flamand, où les députés viennent de déclarer l'indépendance. D'autres reporters sont déjà dans un tram bruxellois qui s'arrête à l'entrée de Tervuren et dont le conducteur soudain lâche : « *Tout le monde descend, nous ne pouvons aller plus loin, ici c'est la Flandre désormais.* » Dans leur salon, les francophones sont tétanisés, terrifiés, paniqués. Les Flamands, eux, ne se doutent de rien : ils vivent une soirée télé normale, ignorant cette fiction ravageuse que leurs compatriotes de l'autre côté de la frontière linguistique vont prendre pour argent comptant pendant près d'une heure et demie.

C'était « Bye Bye Belgium », une émission de télévision qui projetait en « faux » ce que les Espagnols sont en train de vivre en « vrai ». Aujourd'hui, on se dit que le monde est vraiment étrange. En 2006, les Belges francophones étaient à deux doigts de penser que la Flandre pouvait se lancer dans une aventure indépendantiste. Pour eux, les aventuriers irresponsables en Europe étaient potentiellement les séparatistes flamands, alors que les Catalans figuraient au rang des autonomistes sages – on ne croyait d'ailleurs guère à leurs vellétés d'indépendance.

Onze ans plus tard, les cartes se sont complètement inversées. Le leader catalan Puigdemont est prêt à lancer son « peuple » dans une aventure institutionnelle, non validée par un référendum te-

nu dans les formes qui assureraient sa crédibilité et sa légitimité, tandis que la N-VA, le parti nationaliste flamand, premier parti de Flandre et de Belgique, se montre désormais extrêmement rationnelle sur le sujet. A la manière de Jan Jambon, l'une de leurs figures de proue et ministre fédéral de l'Intérieur, qui déclarait d'abord en riant dans le journal *Le Soir* que « *si les sondages montraient une majorité pour l'indépendance, on ferait un référendum tout de suite* », pour conclure plus sérieusement : « *Nous ne sommes pas favorables aux référendums. Ce sont les élus qui doivent gérer cela.* »

Alors que l'Espagne est près d'éclater, voilà que la Belgique, dont on a cru cent fois qu'elle y « passerait », semble moins menacée que jamais. Tout ça, grâce au modèle belge et à ce système de dialogue/négociation menant à de grands accords et à une usine à gaz institutionnelle d'une complexité infinie mais qui, in fine, nous a acheté la paix ? Pas si vite, car trois éléments structurels très spécifiques à notre pays empêchent depuis des années le rêve autonomiste de se réaliser : la dette, Bruxelles et le sentiment majoritairement « belge » des Flamands. Mais une fois cela dit, on peut reconnaître que notre nécessité de nous enfermer dans des châteaux (Val Duchesse, Lambertmont) pendant des jours, semaines ou mois pour négocier des accords qui satisfont toutes les parties, a permis de calmer les esprits et les demandes. Au moins un temps – nous avons quand même six réformes de la constitution à notre actif...

Trois éléments structurels très spécifiques à notre pays empêchent depuis des années le rêve autonomiste de se réaliser : la dette, Bruxelles et le sentiment majoritairement « belge » des Flamands

La présence du parti nationaliste N-VA au pouvoir fédéral (avec des ministres aux postes clés de l'Intérieur et de la Migration, des Finances et de la Défense) a ajouté paradoxalement une couche « pacificatrice » à cet édifice : en muselant le communautaire, la N-VA a non seulement rassuré les libéraux (MR) francophones, mais a dans le même temps mieux servi la cause flamande. C'est sans doute la force aujourd'hui de Bart De Wever, patron tout-puissant et stratège des nationalistes belges, sur les indépen-

dantistes jusqu'au-boutistes catalans : il sait que ses Flamands ne s'endorment pas en rêvant d'autonomie ou d'une réforme de l'Etat, mais d'une politique plus libérale et d'emplois. Ce qu'ils ont aujourd'hui.

Cette avancée lente vers une sorte de séparatisme soft, via un confédéralisme larvé, postule cependant un risque pour tous les citoyens du nord et du sud du pays : le déni du rôle du pouvoir central et de la nécessité d'en accroître l'efficacité. Un système fédéral mur organiserait sans aucun souci la régionalisation de compétences nombreuses – aujourd'hui, même les Wallons sont demandeurs de plus – mais en refédéralisant celles qui exigent des actions transversales pour répondre aux besoins du citoyen. Ce n'est toujours pas le cas aujourd'hui, faute de vision fédérale partagée et assumée notamment sur la mobilité ou l'énergie.

Les chiffres le prouvent par ailleurs : les investissements publics se sont réduits de 50 % en 25 ans en Belgique, suite aux mesures budgétaires mais aussi à la fédéralisation : il n'y a plus assez d'investissements financés par le fédéral et il n'y a pas assez de moyens et de volonté politique dans les régions pour assurer ces dépenses. Le pacte d'investissement lancé par le Premier ministre Charles Michel est baptisé « national ». Ce n'est pas qu'un adjectif, c'est une nécessité. ■

LE FIGARO

TagesAnzeiger

EL PAÍS

Tribune
de Genève

la Repubblica

DIE WELT

LE SOIR